

**AP N° 2026-APMD-66-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE à l'encontre de  
la Société Entreprise Charles MORONI, dont le siège social est situé, 60, Boulevard du Val de Vesle  
Prolongé, à Saint-Léonard (51500), concernant le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de  
Courthiézy (51700), au lieu-dit « La Prairie de Voucy ».**

**Le Préfet de la Marne**

**VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-7 et L. 171-8, ainsi que le Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances (Articles L. 501-1 à L. 597-46), relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-A-139-IC du 2 août 2022 autorisant la société Entreprise Charles MORONI à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de COURTHIEZY ;

**VU** le Plan local d'urbanisme (PLU) du territoire de DORMANS approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2018 et notamment son règlement ainsi que son plan de zonage ;

**VU** le « Porter à connaissance » transmis par la société Entreprise Charles MORONI en date du 28 janvier 2026 relatif à une demande de prolongation de deux ans pour la remise en état des parcelles autorisées YC 13 et YC 14 au lieu-dit « La Prairie de Voucy » ;

**VU** le rapport d'inspection n°D1 C 2026-112 du 25 février 2026 suite à la visite réalisée in-situ le 11 février 2026 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 27 février 2026 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de la société Entreprise Charles MORONI au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**CONSIDÉRANT** l'article 1. 7 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 qui dispose que lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier au Préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant la date de fin d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** l'article 1. 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 qui autorise l'exploitation de la carrière pour une durée de 4 ans, à compter de la date de notification de l'arrêté à l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas notifié au Préfet la cessation d'activité, conformément à l'article 1. 7 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022, dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** l'article 14. 1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 qui dispose : « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation » ;

**CONSIDÉRANT** l'article 1. 3 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 qui impose la conformité de l'exploitation aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** l'article 2. 2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 qui impose la présence du bornage du périmètre d'autorisation jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état ;

**CONSIDÉRANT** l'article 6. 2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 qui précise la nature de la remise en état avec son annexe III « État final » ;

**CONSIDÉRANT** que le « Porter à connaissance » transmis le 26 janvier 2026 montre des incohérences entre la mise à jour du plan de l'exploitation du 2 juin 2023 et le périmètre autorisé dans l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 ;

**CONSIDÉRANT** la visite réalisée in-situ par le service de l'inspection en date du 11 février 2026 et son rapport du 25 février 2026 qui a permis de constater :

- l'absence des bandes de 10 m par rapport au périmètre autorisé sur la partie sud/est de la parcelle YC 14 ;

- la non-conformité de l'exploitation au regard des plans et données techniques ;

- le non respect du bornage Est positionné sur la séparation du territoire de la commune de Courthiézy avec celui de Dormans ;

- le non-respect de la remise en état défini dans l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Entreprise Charles MORONI de mettre son site sur le territoire de la commune de Courthiézy, soumis à autorisation, en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] » ;

**CONSIDÉRANT** l'article 1. 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 qui autorise l'exploitation sur les parcelles YC 13 et YC 14 au lieu-dit « La prairie de Voucy » sur le territoire de la commune de Courthiézy ;

**CONSIDÉRANT** que la mise à jour du plan de l'exploitation du 2 juin 2023 montre une partie de l'exploitation sur le territoire de la commune de Dormans, en dehors du périmètre autorisé à l'article 1. 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC du 2 août 2022 ;

**CONSIDÉRANT** le règlement du PLU sur le territoire de DORMANS approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2018 qui dispose :

- qu'au sein des secteurs Av, Ai et Ap, seuls sont admis les Ouvrages Techniques Nécessaires au Fonctionnement du Service Public (O.T.N.F.S.P) ;

- que la zone Ap est un secteur agricole d'intérêt paysager dans le cadre de la mise en valeur paysagère du territoire ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles au droit du périmètre d'autorisation sont en secteur Ap sur le plan de zonage du PLU du territoire de Dormans ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite réalisée in-situ le 11 février 2026, le service de l'inspection a constaté :

- une exploitation au-delà du périmètre autorisé dans l'arrêté préfectoral n° 2022-A-139-IC ;

- une surface d'exploitation non autorisée sur le territoire de la commune de Dormans, la parcelle cadastrale ZL 27, en zone Ap du règlement du PLU de Dormans ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct. [...] » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu , conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société Entreprise Charles MORONI afin de remettre en état la zone agricole Ap sur le territoire de la commune de Dormans, non autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-A-139-IC du 2 août 2022.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 : Arrêt d'exploitation**

La société Entreprise Charles MORONI, numéro SIRET 335 880 068 00044, dont le siège social est situé 60, Boulevard du Val de Vesle Prolongé, 51 500 Saint-Léonard, est mise en demeure de **suspendre sans délai** toute exploitation sur la parcelle cadastrale ZL 27, située en secteur Ap du PLU du territoire de la commune de Dormans.

### **Article 2 : Notification de la cessation d'activité**

La société Entreprise Charles MORONI, numéro SIRET 335 880 068 00044, dont le siège social est situé 60, boulevard du Val de Vesle Prolongé, 51 500 Saint-Léonard, est mise en demeure de **notifier au Préfet de la Marne (par courrier : Direction départementale des territoires de la Marne – Service environnement – Unité procédures environnementales – 40, boulevard Anatole France - CS 60554 – 51037 Châlons-en-Champagne Cedex et par mail : ddt-se-penv@marne.gouv.fr) sous 1 mois la cessation d'activité** de son exploitation située au lieu-dit « La prairie de Voucy », sur le territoire de la commune de Courthiézy.

### **Article 3 : Remise en état de la parcelle ZL 27 et respect des prescriptions**

La société Entreprise Charles MORONI, numéro SIRET 335 880 068 00044 dont le siège social est situé 60, Boulevard du Val de Vesle Prolongé, 51 500 Saint-Léonard, est mise en demeure **sous 6 mois :**

- de remettre en état la parcelle agricole cadastrée ZL 27 sur le territoire de la commune de Dormans, exploitée sans autorisation ;
- de respecter les conditions de remise en état de son arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-A-139-IC du 2 août 2022, notamment :
  - l'article 1. 1 : périmètre de l'autorisation ;
  - l'article 1. 3 : conformité aux plans et données techniques ;
  - l'article 2. 2 : présence et respect du bornage délimitant le périmètre de l'autorisation ;
  - l'article 5. 1 : accès à la carrière ;
  - l'article 6. 2 : nature de la remise en état suivant le périmètre autorisé ;
- de respecter l'article 14. 1 « Les bords des excavations à 10 mètres minimum des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation », de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

### **Article 4 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 5 : Délais**

Les délais sont applicables à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 6 : Autre sanction administrative**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu à l'article 5, le paiement d'une astreinte journalière de 100 euros/jour pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant, conformément au 4° du II. de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 7 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

### **Article 9 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Messieurs les maires de Courthiézy et Dormans qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite à la société Entreprise Charles MORONI dont le siège social est situé 60, Boulevard du Val de Vesle Prolongé - 51 500 Saint-Léonard.

Châlons-en-Champagne, le **23 MARS 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,**

A blue ink signature, appearing to read 'Thibaut Félix', is written over a horizontal line.

**Thibaut FÉLIX**